



PAR TRISTAN GASTON-BRETON

# Jean Jardin, de Vichy à la quatrième République

**Il fut, sous Vichy, l'un des hommes les plus influents de France avant d'entreprendre, sous la quatrième République, une double carrière d'homme d'affaires et de conseiller politique.**

« Ah, vous connaissez Jardin... » Dans les années 1950, rares sont ceux qui, dans les cercles du pouvoir, ne connaissent pas le nom de Pierre Jardin. L'homme, il faut dire, est très écouté. Des hommes politiques, qu'il conseille, mais aussi des hommes d'affaires, qu'il met en relations et dont il fait avancer les dossiers. Préférant l'ombre à la lumière, Jean Jardin est alors, comme le rappelle Pierre Assouline dans la biographie qu'il lui a consacrée (*Jean Jardin, une éminence grise, balland*), le prototype de l'éminence grise.

Ce haut fonctionnaire qui a commencé sa carrière dans les années 1930 revient pourtant de loin. Ancien directeur de cabinet de Pierre Laval à Vichy, il n'a certes fait l'objet d'aucune

poursuite judiciaire à la Libération : trop de services rendus ! Mais il n'en a pas moins connu, dans les années qui ont suivi la fin de la guerre, une incontestable « traversée du désert ». La guerre froide et la menace communiste ont fini par favoriser son retour sur la scène, le sien comme d'ailleurs celui de nombreux anciens « vichystes ». Dès le début des années 1950, Jean Jardin a ainsi repris toute sa place dans les coulisses du pouvoir. Une place qu'il avait occupée très tôt, dès avant la Seconde Guerre mondiale.

Retour à Bernay. C'est dans cette petite commune de l'Eure que Jean Jardin vient au monde en 1904. Son père, Georges, est un notable de la ville. Adjoint au maire, juge au

tribunal de commerce, ce commerçant prospère professe des opinions résolument monarchistes et catholique. Royaliste, son fils Jean le devient lui aussi. Après des études à Bernay puis à Evreux, il monte à Paris et s'inscrit à l'Ecole Libre des Sciences Politiques. Fondée au lendemain de la terrible défaite de 1870, celle-ci a pour ambition de dispenser à l'élite une instruction « libérale supérieure ». Curieux des choses du monde, Jean Jardin a choisi la section diplomatique avec l'idée, sans doute, d'intégrer le Quai d'Orsay. A Paris, Jardin se fait un large cercle d'amis qui lui seront fidèles et qui finiront par peupler les cabinets ministériels de la quatrième République. Il s'est également lié d'amitiés avec de nombreux écrivains : Paul Morand, bien sûr, mais aussi Daniel-Rops, Jean Giraudoux. Les lettres : elles joueront bientôt un rôle important dans la vie de Jean Jardin. Mais pour l'heure, le jeune homme, qui vient d'épouser son amie d'enfance, la très séduisante Simone Duchesne, doit songer à trouver un métier. A sa sortie de l'Ecole, en 1927, renonçant à une carrière de diplomate, il entre au service des études de la Banque Dupont. On lui promet un avenir, et même une brillante carrière.

Mais lui s'y ennuie à mourir. En 1929, après quelques mois de présence seulement, il quitte ce respectable établissement et commence, lui qui a la plume facile, à rédiger articles et préfaces d'ouvrage et à faire quelques traductions. C'est alors, par son ami Daniel-Rops, qu'il est embarqué dans l'aventure de l'Ordre Nouveau.

L'Ordre Nouveau, c'est l'une de ces innombrables revues qualifiées aujourd'hui par les historiens de « non conformistes des années 1930 » qui fleurissent en France depuis le début des années 1930 et qui, toutes ou presque, appellent à une profonde refondation de la République et à un renouvellement des élites. Fondée et animée par Alexandre Marc, Robert Aron, Daniel-Rops, Denis de Rougemont, Arnaud Dandieu et quelques autres, l'Ordre Nouveau se distingue par son ton, à la fois sérieux et sans concession, et par les idées qu'elle professe : dénonçant, dans la dépression des années 1930, une profonde crise de civilisation, la revue appelle à une véritable révolution spirituelle, s'inscrivant « contre le désordre capitaliste et l'oppression communiste, contre le nationalisme homicide et l'internationalisme impuissant,

contre le parlementarisme et le fascisme. » Jean Jardin y signe plusieurs articles avant, peu à peu, de prendre ses distances. Il faut dire qu'entre temps, le jeune et talentueux plumitif est devenu l'un des plus proches collaborateurs du directeur du réseau d'Etat des chemins de fer : Raoul Dautry.

Jardin a connu ce polytechnicien en charge du plus grand des sept réseaux ferroviaires français par l'intermédiaire de Daniel-Rops. Entré à son cabinet en 1933 pour rédiger à la place de Dautry un ouvrage sur les chemins de fer - tâche dont il s'est acquitté à merveille - Jardin a très vite gagné la confiance de son patron qui en a fait son secrétaire particulier. Homme de contacts et d'entregent, sachant se glisser dans tous les milieux, ayant déjà ses entrées au Quai d'Orsay, dans quelques cabinets ministériels et dans les milieux intellectuels, Jean Jardin fait ce que Raoul Dautry, homme de dossiers, n'aime pas faire : des relations publiques. Par Dautry, il nous également de très précieux contacts avec ceux que l'on commence à appeler les « technocrates », cette frange supérieure des techniciens arrivés au faite du pouvoir et qui ne rêve que

d'une chose : un gouvernement des élites. Presque tous sont polytechniciens. Tous également sont violemment anticommunistes. A l'image du groupe X-Crise, fondée en 1931, ils ont des idées très précises pour réformer l'économie : généralement antilibéraux, ce sont des adeptes de la planification. Leurs conceptions triompheront après guerre avec le lancement du Plan. Pour l'heure, ces hommes occupent des postes clés à la tête des grandes entreprises ou des grandes administrations. Leur nom : Alfred Sauvy, Jules Moch, Gabriel Le Roy Ladurie - l'un des dirigeants de la Banque Worms - Auguste Detœuf - le principal dirigeant de l'Alstom - ou bien encore Henri Davezac. A leur contact, les idées de Jean Jardin mûrissent. Séduit par le concept de gouvernement des élites, le secrétaire particulier de Raoul Dautry est également, depuis que l'émeute du 6 février 1934 lui a fait prendre conscience de l'état de déliquescence dans lequel se trouvait le pays, partisan d'une France décentralisée, dans laquelle la terre retrouverait son rôle de stabilisateur social et où les gens seraient liés entre eux par des corporations. Pétainiste avant l'heure, Jean Jardin ? Certes non. Ses idées, avant



d'être celles du régime de Vichy, imprègnent toute une génération que lasse la guerre civile permanente dans laquelle semble se débattre la France, que rebute un capitalisme aux abois et qu'épouvante les dictatures, qu'elles soient de gauche ou de droite. Comme beaucoup d'hommes de sa génération, Jardin est également profondément pacifiste. Il est Munichois.

C'est cet homme qui a conservé son poste après la création de la SNCF en 1937 - Raoul Dautry en a été nommé directeur général - et qui est déjà très bien introduit dans les cercles du pouvoir qui, en 1941, fait son apparition dans les couloirs de Vichy. En janvier de cette année-là, par l'intermédiaire de Jean Filippi, le premier secrétaire général de la SNCF avec lequel il s'est lié d'amitié, Jean Jardin devient chef de cabinet adjoint du ministre des Finances, Yves Bouthillier. Il y reste jusqu'en 1942. Installé rue de Rivoli - le ministère des Finances est le seul à ne pas avoir quitté Paris - membre d'une équipe où l'on retrouve également Alfred Sauvy et Maurice Couve de Murville, il travaille sur tous les grands dossiers du moment : l'indemnité d'occupation à verser aux Allemands,

l'aryanisation des sociétés juives, la réforme des sociétés anonymes... Homme de plume plus que technicien, il a en charge les relations publiques et le « service après vente » des mesures prises par le ministre. « Ne dépensez pas plus qu'hier : le franc ne vaudra pas moins demain », « Stocker pour soi c'est voler autrui »... Autant de slogans diffusés par la radio et dont il est l'auteur. Doué pour le contact, Jean Jardin finit par devenir l'homme des missions un peu spéciales. C'est à notamment à lui que Bouthillier confie la tâche d'apporter chaque mois, au président du conseil Pierre Laval qu'il ne supporte pas, sa ration de cigarettes prélevée sur les stocks de la Manufacture des Tabacs qui dépend elle-même des Finances.

En vieux routier de la politique qu'il est, Laval a vite fait de repérer cet homme de petite taille, mal proportionné et plutôt contrefait mais efficace et dont, renseignement pris, tout le monde vante les mérites : la loyauté, le sens de l'Etat, l'entregent, l'efficacité. En mai 1942, le président du Conseil, qui vient de revenir au pouvoir après l'intermède Darlan, lui demande de diriger son cabinet. Commence alors l'une des pé-

riodes les plus étonnantes de la vie de Jean Jardin : collaborateur le plus proche de Laval et à ce titre chargé de suivre et de coordonner ses décisions, en contact régulier avec Pétain - qui l'apprécie et qui tentera même de le débaucher - Jardin rend également de très nombreux services : aux Juifs, à la résistance, au personnel politique de la IIIème République en délicatesse à Vichy, aux hommes de lettres inquiétés par le régime... Dans sa propriété près de Vichy, il reçoit un jour des officiers allemands et, le lendemain, des hommes politiques désireux de passer en Afrique du Nord. Il fera ainsi évacuer Couve de Meurville qui, rallié au général de Gaulle, lui en restera toujours reconnaissant. Ayant accès aux fonds secrets de la présidence, il en fait largement profiter les opposants de tout bord. Par opportunisme ? Plus sûrement par fidélité mais aussi par conviction. Serviteur de l'Etat avant tout - et le régime de Vichy, après tout, est légalement constitué - Jardin est loin en revanche d'en partager toutes les orientations. Laval, qui n'est pas dupe et qui se sert de ses contacts, le surnomme d'ailleurs « l'Armée du Salut » et « la Ligue des droits de l'Homme » en raison des innombrables

services qu'il rend à ceux qui cherchent à échapper aux nazis. Très attaché à son directeur de cabinet qu'il surnomme affectueusement « mon petit Jardin » -, Laval l'envoie d'ailleurs à l'ambassade française de Suisse à Berne avec le titre de premier conseiller. Autant pour l'éloigner des collaborationnistes parisiens purs et durs comme Joseph Darnand ou Marcel Déat - qui ne cessent de dénoncer son double jeu et qui saboteront même sa voiture - que pour nouer des relations avec les Américains.

Berne, où il arrive en 1943 et qui est très loin des intrigues françaises, est alors un véritable nid d'espions. Agents allemands, anglais et américains s'y rencontrent régulièrement. C'est à Berne notamment que les Américains apprendront de la bouche des Allemands les préparatifs de l'attentat de juillet 1944 contre Hitler. Cette petite ville tranquille de la Confédération Helvétique abrite alors un poids lourd de l'espionnage : Allen Dulles, futur directeur de la CIA. Jardin a des contacts réguliers avec lui, au nom de Pierre Laval - qui cherche à pérenniser le régime de Vichy en cas de défaite allemande -. Il a aussi des contacts avec les agents gaullistes

en Suisse. Il les loge à l'ambassade, les entretient financièrement, leur ouvre des portes, leur fournit de faux papiers, les protège. L'entregent, encore une fois.

Ce rôle, dans l'ombre toujours, explique que Jardin ait échappé à toute poursuite judiciaire après la Libération. Nombreux sont ceux qui témoignent en sa faveur. Radié de la SNCF - il sera réintégré plus tard - écarté de la diplomatie, il reste en Suisse, conseillant hommes d'affaires et politiciens venus le solliciter discrètement. Son grand retour, c'est en 1947 qu'il le fait. La guerre froide et le péril communiste lui redonnent en effet une légitimité qu'il semblait avoir perdue. La création de la IVème République joue aussi en sa faveur. Parlementaire, le régime fait en effet la part belle aux partis, favorisant les combinaisons d'appareils, les discussions de couloirs, les pressions plus ou moins amicales et les discrets conseils entre amis. Du pain bénit pour des hommes de l'ombre ! Jean Jardin est l'une de ces éminences grises. Jamais dans la lumière, il est présent partout. Sa spécialité, c'est la mise en relations : installé à l'Hôtel la Pérouse, dans le XVIème arrondissement - où

réside également le général de Gaulle lors de ses déplacements dans la capitale - il traite la plupart de ses affaires lors de déjeuners chez Taillevent, Lucas-Carton ou Prunier-Tratkir. Il y reçoit le Tout-Paris, son ami « Couve », alors ambassadeur aux Etats-Unis, Wilfrid Baumgartner, le gouverneur de la Banque de France, Edgar Faure, des hommes politiques de tous bord, et des hommes d'affaires, très nombreux. On le consulte sans cesse. Et on le sollicite parfois. Proche du président du CNPF, Georges Villiers, qu'il a connu et aidé pendant la guerre, il conseille ainsi les milieux patronaux lorsqu'il s'agit d'ouvrir les caisses noires de l'organisation patronale pour financer tel ou tel parti. Il participe également à la création d'un quotidien concurrent du Monde, jugé trop à gauche par les milieux d'affaires, Le Temps de Paris. L'affaire ne durera que quelques mois. Par l'une de ses anciennes connaissances de Vichy, il devient également l'un des plus proches conseillers politiques de Antoine Pinay lorsque celui-ci devient président du Conseil, en 1952.

L'une de ses dernières interventions sera de favoriser, en 1958, une entrevue entre



Charles de Gaulle et Antoine Pinay, permettant à ce dernier de rester au gouvernement. Marquée par une reprise en main du pouvoir par le président de la République, la Vème République entraîne le déclin des hommes de l'ombre et des éminences grises. Jusqu'à sa mort en 1976, Jean Jardin se consacre essentiellement aux affaires, conseillant de très nombreuses sociétés françaises dans leurs activités internationales et jouant un rôle clé dans la promotion ferroviaire français à l'étranger.



**Tristan GASTON-BRETON,**

Historien d'entreprises

tgastonbreton@elzear.com